

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf juin, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 29 JUIN 2015

Date de convocation : 23 juin 2015

Affiché le : 3 juillet 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 35

Nombre de pouvoirs : 21

Nombre de votants : 56

Nombre d'absents excusés : 7

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO Beaumes-de-Venise : 1 excusé et 1 pouvoir Beaumont-du-Ventoux : excusé Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Karine GUEZ - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Jean PAWLAK (suppléant de Michel JOUVE) Gigondas : excusé Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : excusé La Roque sur Pernes : pouvoir Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : pouvoir Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE a donné pouvoir à France MIRTO - Stéphane GAUBIAC a donné pouvoir à Joël BOTREAU - Nathalie REYNARD a donné pouvoir à Luc REYNARD - Serge ANDRIEU a donné pouvoir à Francis ADOLPHE - Franck DUPAS a donné pouvoir à Jean-Alain MAZAS - Pauline DREANO a donné pouvoir à Yvette GUIOU - Jean-François SENAC a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Caroline BALAS a donné pouvoir à Karine GUEZ - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Hélène CABASSY - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Roselyne SULTANA a donné pouvoir à Aimé NAVELLO - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Julien AUBERT a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD à partir de la délibération n°82-15- Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Dominique BODON à partir de la délibération n°88-15- Joseph BERNHARDT a donné pouvoir à Gaby BEZERT à partir de la délibération n°91-15 - Hervé de LÉPINAU a donné pouvoir à Julien LANGARD, Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné pouvoir à Guy GIRARD (le pouvoir de Bernard BOSSAN à Christiane MARCHELLO-NIZIA devient caduc) et Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES à partir de la délibération n°108-15 - Michèle PLANTADIS a donné pouvoir à Gilles VÈVE et Jean-Marie GRAVIER a donné pouvoir à Gérard BORGIO à partir de la délibération n°110-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Bernard CHARRASSE - Agnès MOISSON - Francis JULLIEN - Gérard VILLON- Christian MEFFRE (suppléant d'Éric UGHETTO) à partir de la délibération n°91-15- Pouvoir de Bernard BOSSAN caduc.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Léopold MEYNAUD

Délibération n°113-15

Direction de la Cohésion Sociale - Service sécurité et prévention de la délinquance

Objet : Subvention pour la réalisation de permanences offertes aux jeunes et aux parents par le PAEJ (Point Accueil Ecoute Jeunes)

Conseil de Communauté 29 juin 2015

Délibération n°113-15

Direction de la Cohésion Sociale - Service sécurité et prévention de la délinquance

Objet : Subvention pour la réalisation de permanences offertes aux jeunes et aux parents par le PAEJ (Point Accueil Ecoute Jeunes)

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe définissant l'exercice de la compétence « politique de la ville : Dispositifs locaux, d'intérêt communautaire, de prévention de la délinquance »,

Vu la programmation 2015 du Contrat de Ville validée par le comité de pilotage ad hoc du 4 juin 2015 et le Conseil de Communauté du 29 juin 2015,

Considérant que cette action correspond aux objectifs de l'axe 1 « Jeunesse » de la stratégie de la CoVe en matière de sécurité et de prévention de la délinquance,

Vu l'avis favorable de la commission sécurité du 31 mars 2015,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué à la sécurité,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la réalisation de ces permanences d'accueil et d'écoute des parents et des jeunes.

Article 2 : D'APPROUVER le projet de convention pour l'année 2015 avec l'association Le Point Ecoute Le Passage.

Article 3 : D'ATTRIBUER dans ce cadre une subvention de 8 290 € (6 790 € en droit commun et 1 500 € au titre du Contrat de Ville) à l'association le Passage.

Article 4 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes à cet effet.

-21 JUIL. 2015

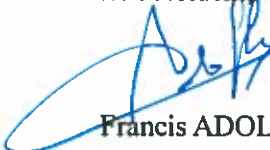
Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le : **- 3 JUIL. 2015**
-21 JUIL. 2015

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme

Le Président


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 21/07/2015

CONVENTION
POUR LA MISE EN PLACE DE PERMANENCES SUR LE TERRITOIRE DE LA CoVe
POUR L'ANNEE 2015

Entre les soussignés :

la **Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin**, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras cedex, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », représentée par son Président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil de Communauté en date du 29 juin 2015, d'une part,

et l'association **Le Point Ecoute Le Passage**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 102 rue Moricelly 84200 Carpentras, ci-après désignée sous le terme « PAEJ » représentée par son Président en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, Monsieur Joël HENRI, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

L'association le Point-Écoute Le passage intervient dans les domaines suivants :

- **L'accueil** : l'équipe du PAEJ assure des temps de permanence favorisant un accueil immédiat, convivial et une réelle disponibilité à l'égard des jeunes. Le premier contact peut répondre à une demande d'information ou d'orientation vers un service plus adapté. Il peut également donner lieu à un entretien d'écoute,
- **L'écoute** : entretiens confidentiels axés sur l'écoute du jeune (et/ou des parents). Les échanges se répètent à la demande et sans limite posée dans le temps. Tous les sujets de préoccupation peuvent être abordés,
- **L'orientation** : vers des lieux de prises en charge spécialisée ou non.

En raison de sa compétence obligatoire « Politique de la Ville » et au regard de l'axe « Jeunesse » de la stratégie territoriale de la CoVe intégrant le soutien à la Parentalité et l'aide aux jeunes (Plan Intercommunal Pour la Prévention de la Délinquance), la communauté d'Agglomération a accepté la proposition du Point Écoute le Passage qui est celle d'assurer, sur les communes de Carpentras, Mazan, Caromb, Aubignan, Sarrians, Malaucène et Saint Didier des permanences accessibles aux jeunes de 10 à 25 ans et à leurs parents. Cet espace vise à favoriser la communication dans la famille, à éviter les décrochages et ruptures sociales et /ou familiales.

Les objectifs du PAEJ concernant ces permanences de proximité :

- S'adresser à la fois aux jeunes pour leur permettre d'exprimer leur mal-être, de formuler une attente et d'en tirer une capacité d'initiative et d'action, mais également à leurs parents afin de travailler avec eux autour des problématiques de l'adolescence, voire de restaurer la fonction parentale,
- Assurer une fonction de médiation interne à la famille ainsi qu'avec d'autres organismes (établissements scolaires...).
- Viser à rétablir la communication, restaurer les liens de confiance avec les adultes, éviter les décrochages, les ruptures,
- Sensibiliser les jeunes concernant les conduites à risque,
- Préparer, si nécessaire, une orientation vers un dispositif approprié.

Les permanences dans ces différentes communes se dérouleront selon le planning suivant :

Carpentras : Tous les jours, avec ou sans rendez-vous

Mazan : Les 2èmes mercredi du mois de 13h à 15h au Pôle Social

Caromb : Les 3èmes mercredi du mois de 16h à 18h à la Bibliothèque

Aubignan : Les 2èmes mercredi du mois de 15h30 à 17h30 au CCAS (Centre Communal d'Action Sociale)

Sarrians : Les 3èmes mercredi du mois de 13h30 à 15h30 au PIJ (Point Information Jeunes)

Malaucène : Sur rendez-vous uniquement, à l'ancien Espace Jeunes

Saint-Didier : Sur rendez-vous uniquement, en Mairie

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet pour l'année 2015 dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2015.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

La subvention versée par la CoVe en contrepartie des permanences assurées par l'association le point Écoute Le Passage, est fixée à un montant total de 21 790€ se décomposant ainsi :

- 6 790€ dans le cadre du droit commun

- 1 500 € au titre des financements que la CoVe accordait dans le cadre de la politique de la Ville (ex-CUCS) jusqu'au transfert intégral de celle-ci, auxquels s'ajoutent 13 500 € transférés du financement de la Ville de Carpentras anciennement compétente pour le reste de l'année en cours ; cette dernière somme étant versée à l'association en vertu de la délibération n°111-15 du conseil de communauté du 29 juin 2015 portant approbation de la programmation du contrat de ville pour l'année 2015.

La subvention sera versée en deux fois sur le compte de l'association selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % dès signature de la présente convention,
- un versement du solde dès réception du bilan d'activité annuel et ce, avant le 30 mars 2016.

L'association le Point Écoute Le Passage s'engage à présenter une demande motivée de subvention par écrit ; elle sera soumise à l'accord formulé par voie de délibération du Conseil de Communauté de la CoVe et comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- la composition du Bureau ;
- la composition du Conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir le détail des financements extérieurs et des ressources propres ;
- le dernier compte-rendu et / ou rapport d'activité.

Article 4 : Contrôle et évaluation

La CoVe pourra solliciter, à tout moment, tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

L'association le Point Écoute Le Passage s'engage à associer la CoVe à toutes les manifestations relatives aux actions financées et à référencer la participation de la CoVe dans tout support s'y rapportant.

L'association le Point Écoute Le Passage s'engage à rédiger un rapport d'activité qui fera apparaître

une évaluation chiffrée des permanences.

Article 5 : Assurances

L'association assure son activité et les biens objets de l'exposition sous sa responsabilité exclusive ; elle s'engage à contracter les polices d'assurances nécessaires à garantir sa responsabilité civile et des dommages susceptibles de survenir à l'exposition, et à les produire à la demande à la CoVe.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et non suivie d'effets correctifs dans ce délai.

Par ailleurs, la CoVe pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois sans que l'association puisse prétendre à indemnité.

Fait à Carpentras, le

Pour la CoVe

Pour l'association Le Point Ecoute Le Passage,

Le Président

Le Président

Francis ADOLPHE

Joël HENRI